Le 15 juillet dernier, le premier ministre Bayrou a annoncé son projet de budget 2026, qui constitue une série d'attaques contre l'ensemble des travailleurs, avec des attaques contre les salaires (suppression de deux jours fériés, gel du point d'indice des fonctionnaires), contre les congés payés, l'assurance chômage, les arrêts maladies, le remboursement des soins, ...

Ce budget s'inscrit également dans la mise en place d'une économie de guerre qui, au nom du « réarmement de la nation », consacre des dizaines de milliards d'euros aux dépenses d'armement au détriment des besoins élémentaires de la population, à commencer par la santé et l'éducation : au prétexte de "la dette" le budget prévoit la suppression de 3000 postes de fonctionnaires alors qu'il prévoit dans le même temps toujours plus de cadeaux aux grandes entreprises privées sans contrepartie (200 mds par an) et l'augmentation du budget de l'armée à hauteur de 1,5 fois celui de l'Education Nationale.

Alors que dans notre département la rentrée s'annonce catastrophique avec des classes supprimées, des effectifs en hausse, des postes en nombre insuffisant, des contractuels incertains de leur réemploi, des établissements sans médecine scolaire, sans assistante sociale, sans psychologue de l'Education nationale, des conditions de travail dégradées… ce budget confirme et amplifie toutes les politiques de destruction des services publics depuis des années qui sont un désastre pour les personnels et ne répondent en rien à leurs revendications en termes de salaire ou de conditions de travail.

Depuis le 15 juillet, ce budget suscite le rejet et la colère d'une large partie de la population. Cela s'exprime sous différentes formes mais au fond le message est clair : **le budget Macron-Bayrou est inacceptable.**

Ne nous y trompons pas, les manoeuvres de Bayrou qui vient de décider de soumettre son gouvernement à un vote de confiance sont une première victoire des mobilisations annoncées. Son but est évidemment de tenter de couper l'herbe sous le pied à la contestation sociale, ne pas chuter sous la pression du monde du travail, tout en continuant à faire le marche pied de l'extrême droite. Une éventuelle chute du gouvernement Bayrou le 8 septembre n'apporterait pas de réponse définitive à nos revendications.

L'intersyndicale éduc 31 invite les personnels à se réunir et à discuter des moyens d'actions pour faire aboutir leurs revendications, à commencer par l'augmentation du point d'indice et l'abrogation de la réforme des retraites.

**Une autre politique axée sur un partage des richesses est possible.**
**Le 10 septembre peut être un point de départ : à nous de nous en saisir.**

L'intersyndicale Educ 31 appelle notamment les personnels à discuter et à décider ensemble de la mobilisation dans le cadre de l'appel au blocage du pays le 10 septembre.

Par la grève, rejoignons le mouvement du 10 septembre, sur les lieux de travail et dans la rue pour montrer et démontrer notre nombre, notre force !

## Manifestation le 10 septembre –
## 14h30 Place Jean Jaurès, Toulouse